



**IDÉES**  
« Maninterrupting »,  
le sexisme ordinaire  
dans l'espace public

**SPORTS**  
Soupçons de corrup-  
tion sur l'attribution  
des JO de Rio

**LE MAGAZINE**  
Virgine ou martiale, la mode  
descend dans l'arène

UNIQUEMENT EN FRANCE  
MÉTROPOLITAINE, EN BELGIQUE  
ET AU LUXEMBOURG

## François Fillon de plus en plus isolé, le recours à Alain Juppé s'organise

► Les défections à François Fillon se multiplient. « Les élus ? Bah, on fera sans eux ! », a lancé le candidat de la droite

► Les partisans de Bruno Le Maire et Alain Juppé ont fait leurs cartons au QG de campagne

► « J'ai honte de ma droite », commente le sarkozyste Gérald Darmanin, dont le camp ne cache plus son énervement

► En coulisse, les acteurs s'organisent pour pousser le maire de Bordeaux à déclarer sa candidature

PAGES 6-7



A Nîmes, jeudi 2 mars  
JEAN-PAUL PELISSIER/REUTERS

### Présidentielle Macron : de qui est-il l'héritier ?

Trop libéral pour une partie de la gauche, Macron incarne pour ses adversaires à droite la continuité avec Hollande. Si son programme s'inscrit en partie dans la ligne de son ex-mentor, il s'en démarque aussi largement

PAGES 8-9

### Conjoncture La zone euro renoue avec l'inflation

La hausse des prix sur un an a atteint la barre symbolique des 2% en février. Ce n'était pas arrivé depuis 2013. Bonne ou mauvaise nouvelle : les économistes sont partagés

CAHIER ÉCO - PAGE 3

### ÉDITORIAL

### INFLATION : RETOUR À LA NORMALE EN EUROPE

PAGE 20

### Théâtre

Gaël Kamilindi,  
un métis entre à la  
Comédie-Française

PAGE 16

### Etats-Unis

Le ministre de  
la justice attaqué  
pour ses relations  
avec la Russie

PAGE 4

### Syrie

Damas reprend  
une nouvelle fois  
Palmyre à l'EI

PAGE 5

### Nintendo

Nouvelle console  
et dernier épisode  
de « Zelda »

CAHIER ÉCO - PAGE 5

## Reportage Sur la ligne de front, la guerre sans fin du Donbass



GUILLAUME HERBAUT POUR « LE MONDE »

Avdiivka, depuis l'été 2014, les positions des belligérants - l'armée ukrainienne contre les séparatistes prorusses - sont quasiment figées, et c'est une guerre d'usure qui se joue. Les bombardements y sont quotidiens, principalement sur la vieille ville, à quelques centaines de mètres du front. Lors de la dernière poussée de fièvre, entre la fin janvier et la mi-février, 144 maisons et appartements ont été touchés, selon

l'armée, plus de 30 civils et militaires tués. Dans cette région très urbanisée du Donbass, les bilans ne cessent de s'alourdir malgré les accords de paix signés à Minsk (Biélorussie) en septembre 2014 et février 2015 et des annonces de trêve à répétition. L'idée que Kiev récupérera les territoires perdus apparaît désormais comme très hypothétique. Il s'agit maintenant d'organiser dans la durée la gestion d'un conflit semi-gelé.

PAGES 2-3

### Disparition

Raymond Kopa,  
première star  
du foot français

Le joueur de Reims et du Real Madrid est mort vendredi 3 mars, à 85 ans. Il avait porté les Bleus à la troisième place lors de la Coupe de monde 1958

PAGE 14

### Société

La carte de  
la radicalisation  
se précise

Le fichier de traitement des signalés pour la prévention et la radicalisation à caractère terroriste permet de dessiner une carte de France du phénomène.

PAGE 12



# Chloé

CHLOE.COM



# Un système de protection sociale bouleversé

Sur l'assurance-chômage et les retraites, Macron s'écarte de Hollande

Emmanuel Macron a beau marcher dans les pas de François Hollande dans bien des domaines, il y en a un où il se distingue clairement : la protection sociale. Le candidat du mouvement En marche ! veut changer en profondeur le fonctionnement de l'assurance-chômage et du système de retraites. Son approche s'inspire des réformes conduites, à partir des années 1990, dans certains pays scandinaves adeptes de la « flexisécurité », ces politiques qui consistent à assouplir les règles sur le marché du travail tout en renforçant l'accompagnement des actifs.

Le programme de M. Macron pour les demandeurs d'emploi passe, d'abord, par une reprise en main de l'Unédic : le système d'indemnisation des chômeurs, jusqu'alors cogéré par le patronat et les syndicats, serait confié aux pouvoirs publics. Il serait, en outre, étendu à l'ensemble des travailleurs ayant cotisé : artisans, commerçants, entrepreneurs, mais aussi – autre nouveauté de taille – aux salariés qui démissionnent de leur poste. Mais plus d'une fois tous les cinq ans.

Le coût d'une telle mesure inquiète certains économistes, même s'il s'avère compliqué à établir tant le comportement des futurs assurés est imprévisible (y aura-t-il plus de démissionnaires, par exemple ?). L'équipe de M. Macron, elle, le chiffre à 2 milliards d'euros par an. Plusieurs pistes sont à l'étude pour financer le surcroît de dépenses : entre autres en

reculant l'âge à partir duquel un senior au chômage peut prétendre jusqu'à trois années d'indemnisation (aujourd'hui, il est de 50 ans). Autre levier : la relance de l'économie qui aboutirait, en fin de quinquennat, à une baisse significative du chômage, dont le taux atteindrait 7% ; ainsi, 10 milliards d'euros seraient économisés. Optimiste ? Pour Yannick L'Horty, professeur à l'université Paris-Est - Marne-la-Vallée, « la France la déjà fait, certes, mais c'était dans un contexte où les taux de croissance étaient autrement plus élevés ».

## Obligations sur les chômeurs

Voilà pour la sécurité. La flexibilité, elle, se niche dans les obligations pesant sur les demandeurs d'emploi. Ceux-ci seraient soumis à un contrôle plus strict et pourraient être passibles de sanctions s'ils refusent deux offres d'emploi, « décentes selon les critères de salaires et de qualifications ». En fait, un tel système existe déjà, comme le rappelle l'économiste Bertrand Martinot, auteur de *Pour en finir avec le chômage* (Pluriel, 2015). Mais « il est très difficile à mettre en œuvre d'un point de vue opérationnel », dit-il.

L'entourage de M. Macron assure que tout va fonctionner autrement : « Nous allons renforcer le corps de contrôleurs. Les vérifications porteront sur un faisceau d'indices comme l'assiduité aux rendez-vous, les réponses aux offres d'emploi, l'envoi de CV. » Les sanctions seraient graduées : d'abord un avertissement pour

## Il s'agit d'aller vers un dispositif universel sur les retraites qui mettrait fin aux régimes spéciaux

changer les comportements, puis une baisse de l'allocation avant sa suppression.

S'agissant des retraites, les transformations préconisées sont de grande ampleur. Il s'agit d'aller vers un dispositif universel qui mettrait fin aux régimes spéciaux – et au sentiment d'inégalité qu'ils suscitent, étant jugés plus avantageux par rapport au privé. Dans cette optique, 1 euro cotisé donnera les mêmes droits, « quel que soit le moment où il a été versé, et quel que soit le statut de celui qui a cotisé ». L'âge légal du départ à la retraite reste inchangé (62 ans) et « la pénibilité sera toujours prise en compte ». La situation des personnes qui prévoient de partir à la retraite dans les cinq prochaines années ne sera pas modifiée ; pour les autres, il y aura une « transition » sur une décennie.

« Son projet vise à instaurer le même système pour tout le monde, ce qui constituait l'une des idées directrices de la réforme conduite en Suède, de 1994 à 1998, commente Bruno Palier, codirecteur du Laboratoire interdisciplinaire d'évalua-

tion des politiques publiques. *En manifestant la volonté de mettre fin aux règles disparates actuellement en vigueur, il porte un message politique plutôt porté par la droite en France, mais il s'entoure de précautions : aucune catégorie n'est montrée du doigt, les partenaires sociaux seront consultés et le processus sera étalé dans le temps.* » La méthode retenue est « positive », renchérit Antoine Bozio, directeur de l'Institut des politiques publiques : « Les changements ne sont pas décidés à la hussarde, par le biais d'ordonnances. »

Si l'on s'arrête au contenu même des propositions de M. Macron, celles-ci « permettent de sortir par le haut du débat et des oppositions entre le public et le privé », poursuit M. Bozio. D'après lui, elles donnent « plus de transparence à notre système, en l'unifiant autour de règles communes et d'une formule de calcul commune ». « On sort ainsi des réformes paramétriques qui ont été engagées jusqu'à présent, sans répondre pleinement aux problèmes structurels qui se posent – par exemple le fait que le financement du système est très tributaire de la croissance », observe-t-il.

Subsistent plusieurs inconnues, dont l'une a trait à l'acceptabilité de tels bouleversements. « Le fait de toucher aux régimes spéciaux va-t-il provoquer de fortes mobilisations, comme en 1995 ou, à un degré moindre, en 2007 ? C'est très difficile à apprécier », confie M. Palier. ■

SARAH BELOUEZZANE  
ET BERTRAND BISSUEL

# Pour l'école, une synthèse des rhétoriques de gauche et de droite

Macron promet des classes à 12 élèves en ZEP et une « vraie » autonomie aux établissements

Entre la gauche et la droite : le programme d'Emmanuel Macron sur l'éducation puise dans deux rhétoriques sur l'école. D'un côté, celle de François Hollande, de Vincent Peillon et de ses successeurs Rue de Grenelle : « investir », donner la « priorité » au primaire et aux zones d'éducation prioritaire (ZEP) pour lutter contre l'échec scolaire et les inégalités sociales. Des principes inscrits au cœur de la loi de refondation de l'école de 2013. De l'autre, celle de François Fillon ou d'autres membres des Républicains, avec la promesse d'une autonomie accrue des établissements, y compris en matière de recrutement des enseignants. Et la remise en cause, plus ou moins partielle et implicite, de la réforme des rythmes scolaires et de celle du collège.

Continuité d'abord. Le candidat du mouvement En marche ! s'inscrit dans la poursuite de la politique éducative menée par la gauche depuis 2012 en maintenant l'investissement sur l'éducation. Il propose la création de « 4 000 à 5 000 » postes sur le prochain quinquennat – alors qu'il compte supprimer 120 000 postes de fonctionnaires. Un effort modeste, comparé à celui mené sous la gauche (60 000 créations de postes), mais qui doit permettre de limiter à 12 élèves dans les ZEP la taille des classes de CP et CE1

– actuellement, la moyenne est de 22,7 élèves en ZEP. Soit un seuil significativement réduit pour avoir un impact en matière de suivi individualisé des élèves.

Pour financer cette mesure, le candidat compte aussi faire des économies sur le baccalauréat en le limitant à quatre épreuves finales (les autres seraient validées en contrôle continu). C'est peu ou prou ce que tout politique, de droite comme de gauche, avance lorsqu'il s'empare de la question de la réforme du baccalauréat – sans aller au-delà.

## Incitation financière

Libéral ensuite. M. Macron veut donner une « vraie » autonomie aux établissements scolaires. Un terme qui englobe, chez lui, à la fois la liberté pédagogique – sans préciser ce que celle-ci recoupe-

rait (liberté en matière de méthodes, de contenus, de répartition des heures ?) – et celle de pouvoir recruter les enseignants.

Cette idée, on la retrouve dans le programme de François Fillon. Elle s'inspire notamment d'une initiative lancée en 2011 sous la droite : le programme « ECLAIR », appliqué dans les zones les plus difficiles, qui permettait au chef d'établissement de choisir ses personnels, sur la base de leur volonté et de leur adhésion au projet d'établissement. Il s'agissait de rompre avec l'affectation des professeurs débutants dans les établissements ZEP, désertés par les anciens. Problème : le projet s'était heurté au manque de volontaires. Emmanuel Macron fait le pari qu'en triplant la prime ZEP (de 1 000 à 3 000 euros par an), l'incitation sera suffisante.

## Mariage pour tous : la continuité

Sur les questions de famille, le programme d'Emmanuel Macron ressemble fort à celui de François Hollande en 2012. « Nous défendons le mariage pour tous, qui est un acquis fondamental. Cette loi n'enlève rien aux couples de sexe différent : elle reconnaît aussi les couples de même sexe. (...) C'est un enrichissement de ce qu'est la famille en France », indique son site. « Nous sommes favorables à l'ouverture de la procréation médicalement assistée pour les femmes seules et les couples de femmes », écrit aussi M. Macron. Une position qui le marque à gauche. François Hollande en avait fait la promesse durant la campagne de 2012, puis y avait renoncé de crainte de remobiliser La Manif pour tous, après les manifestations entourant le vote de la loi sur le mariage, en mai 2013.

AURÉLIE COLLAS

# Les Français de plus en plus sévères avec les responsables politiques

Selon un sondage Ipsos, l'intérêt pour l'élection présidentielle reste vif

Inexorablement, le fossé ne cesse de se creuser entre les citoyens et la politique. Après bien d'autres, l'enquête réalisée par Ipsos du 20 au 24 février pour l'association Lire la société, à l'occasion de la journée du livre politique organisée samedi 4 mars à l'Assemblée nationale, le démontre sans détour. Certes, d'une manière générale, près de deux Français sur trois (64 %) déclarent s'intéresser à la politique, une proportion en hausse de 7 points par rapport à novembre 2016, lors d'un précédent sondage Ipsos pour *Le Monde* ; et 71 % des personnes interrogées assurent être intéressées par l'élection présidentielle.

Mais cet intérêt n'efface pas, bien au contraire, les sentiments extrêmement négatifs que suscitent la politique en général et les hommes et femmes politiques en particulier. Plusieurs réponses étant possibles (et leur total étant par conséquent supérieur à 100), c'est d'abord la déception qui domine largement (62 %), même si ce sentiment a reculé de 6 points par rapport à novembre 2016. En revanche le dégoût (44 %) et la colère (41 %) ont progressé respectivement de 5 et de 4 points depuis quatre mois seulement. Ces deux réactions sont particulièrement marquées chez les 35-44 ans, chez les moins diplômés, chez les ouvriers et parmi les sympathisants du Front national (FN).

## Les partis décriés

A l'inverse, si l'indifférence a fortement régressé (10 %, – 8 points), il ne se trouve que 18 % des Français, notamment les plus diplômés, les cadres supérieurs et les sympathisants de la droite, pour associer la politique à l'espoir et... 2 % seulement à la passion. D'ailleurs, 17 % seulement des personnes interrogées jugent que le système démocratique fonctionne plutôt bien en France et que leurs idées sont bien représentées – contre 83 %, en hausse de 11 points depuis janvier 2013, qui sont d'avis contraire.

Quant aux hommes et aux femmes politiques, la dégradation de leur image se confirme, voire s'aggrave. Seulement 11 % des Français (en baisse de 7 points depuis 2013) considèrent que les acteurs politiques agissent principalement dans l'intérêt des citoyens, contre 89 % qui jugent qu'ils le font principalement pour leurs intérêts personnels. Pis encore, 82 % (en hausse de 10 points en un an et de

**Le dégoût (44%) et la colère (41%) ont progressé respectivement de 5 et de 4 points depuis quatre mois**

20 points en quatre ans) estiment que la plupart des hommes politiques sont corrompus ; ce jugement est particulièrement prononcé chez les Français aux revenus les plus bas et chez les ouvriers, ainsi que chez les sympathisants de l'extrême gauche et du FN (respectivement 95 % et 94 %).

Les partis politiques sont tout aussi décriés : 84 % des sondés (en hausse de 6 points depuis novembre 2016) jugent que, la plupart du temps, ils constituent un frein à l'amélioration de la situation en France... Dans ces conditions, il n'est guère surprenant que 20 % des Français seulement se déclarent actuellement engagés dans des activités citoyennes (politiques, syndicales, associatives...). Très faible chez les moins de 35 ans, cet engagement est plus fréquent chez les femmes, les cadres supérieurs et les Français les plus aisés, ainsi que parmi les sympathisants des mouvances communiste ou centriste.

Leur motivation première (60 %) est de se « sentir utiles », mais près de la moitié (46 %) entendent réaffirmer des valeurs importantes pour eux ou changer une situation qui les préoccupe. Quant aux causes d'engagement privilégiées, il s'agit de l'éducation des jeunes (44 %), de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion (41 %) et la protection de la nature et de l'environnement (37 %).

En revanche, le désenchantement démocratique est fortement souligné par deux chiffres. Non seulement 55 % des personnes interrogées (et jusqu'à 69 % chez les moins de 35 ans) assurent n'avoir jamais été vraiment engagées dans des activités citoyennes. Mais surtout 25 % l'ont été par le passé mais ne le sont plus aujourd'hui, ce désengagement touchant notamment un tiers des plus de 60 ans, réputés plus disponibles pour des activités associatives et similaires. Au total, cette enquête éclaire d'un jour sombre l'état de l'opinion à la veille de l'élection présidentielle. ■

GÉRARD COURTOIS

